REUNION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 18 JUIN 2012

COMPTE-RENDU

Le Conseil communautaire s'est réuni le lundi 18 juin 2012 à 20 H 30 au siège de la Communauté de communes du Pays de Nay à Bénéjacq, sous la présidence de M. Christian PETCHOT-BACQUÉ, Président.

- Informations du Conseil

- Prochain **Conseil communautaire** : **Lundi 8 octobre 2012** à 20 H 30, précédé du **Bureau le lundi 24 septembre 2012** à 18 H 30
 - **Après-midi portes ouvertes à la Piscine Naye** : **Samedi 23 juin 2012** à 15 H
 - **Inauguration de la déchetterie d'Asson** : **Samedi 30 juin 2012** à 10 H
 - **Bureau + commission culture** /présentation rapport final **étude patrimoine** Astarté : **Lundi 2 juillet 2012** à 18 H 30
 - **1ers ateliers SCoT : le Mardi 3 juillet 2012** :
 - **14 H 00** : Atelier Démographie/Habitat/Urbanisme
 - **16 H 30** : Atelier EconomieLes autres ateliers SCoT auront lieu à la rentrée.
 - **Bureau / restitution étude gens du voyage** : le **Mercredi 5 septembre** à 18 H 30
 - **Bureau Pôle emploi-Mission Locale** : le **1^{er} octobre 2012**.
- **Bulletin CCPN juin** : il est demandé aux élus de le prendre en fin de séance pour distribution.

- Secrétaire de séance : M. CASSOU

- Approbation du Compte rendu de la séance du 10/04/2012

Le compte rendu est approuvé à l'unanimité.

- Compte rendu des décisions du Président (Délégation de compétences du 14/12/2009 – articles L.5211-10 du CGCT).

Le Président informe le Conseil Communautaire des décisions suivantes prises sur délégation :

2 mai 2012 :

Signature avec la Société SOCOTEC Industries pour une mission d'assistance technique à la démarche d'évaluation des risques professionnels. Le coût de la prestation s'établit à 6 300 € HT pour un total de 9 journées.

30 mai 2012 :

Attribution du programme d'entretien 2012 du Plan local de randonnées de la Communauté de communes du Pays de Nay, aux entreprises suivantes :

- **Lot n°1** – Zone est du territoire comprenant essentiellement des itinéraires dans les bois : **Pépinière Environnement**

Montant de la prestation : 4573 €TTC + Tarif dégagement chablis : 53,82 €TTC + forfait fauchage-élagage : 717,60 €TTC.

- **Lot n°2** – Zone sud du territoire comprenant des itinéraires montagne : **Pépinière Environnement**

Montant de la prestation : 17 530 €TTC + Tarif dégagement chablis : 53,82 €TTC + forfait fauchage-élagage : 717,60 €TTC.

- **Lot n°3** – Zone ouest du territoire comprenant tous types d'itinéraires : **DAVYS JEUNE.**

Montant de la prestation : 9 235 €TTC
Tarif dégagement chablis : 50 €TTC
Forfait fauchage-élagage : 510 €TTC.

Préalablement à l'examen des questions inscrites à l'ordre du jour, **le Président** accueille Georges LAMAZOU, nouveau délégué de Baudreix, qui remplace Frédéric NIHOUS suite à sa démission du Conseil communautaire.

Il félicite ensuite Michel MINVIELLE, suppléant de Mme Nathalie CHABANNE, nouvellement élue députée des Pyrénées-Atlantiques.

Puis il présente Xalbat ETCHEGOIN, urbaniste au CAUE 64, chargé de la réalisation d'une charte architecturale et paysagère pour le Pays de Nay. Il lui laisse la parole pour une présentation du diagnostic réalisé dans le cadre de ce projet de charte architecturale et paysagère.

En préambule, **Xalbat ETCHEGOIN** indique que le CAUE 64 est associé au PACT H&D Béarn-Bigorre sur cette question.

Il rappelle tout d'abord le contexte : la charte architecturale est une action inscrite dans le contrat communautaire, et a pour objectif de bâtir une stratégie commune à tout le territoire. C'est un outil technique qui permettra de disposer d'une base synthétique de connaissances sur l'ensemble du territoire. Il encourage vivement les élus à compléter et enrichir ce diagnostic d'enjeux et d'orientations.

A l'appui d'un diaporama, **Xalbat. ETCHEGOIN** présente tout d'abord la situation géographique du Pays de Nay, à proximité des pôles urbains de Pau, Tarbes et Lourdes. Puis il souligne les points suivants :

- Un territoire défini comme étant une terre d'accueil, avec une croissance continue de la population sur l'ensemble du territoire, qui a pour conséquence une évolution du nombre de résidences principales. Territoire qui gagne en population par le biais des migrations essentiellement.
- Des pôles urbains proches de l'agglomération paloise (Bordes/Turbomeca notamment).
- Un territoire composé à plus de 50 % de terres agricoles (véritable trait d'identité). Proportion importante de surfaces boisées (40 %), qui génère des paysages contrastés entre la plaine et les coteaux). De 2000 à 2006, légère diminution des surfaces agricoles et augmentation des territoires artificialisés.
- Différents types de paysages qui posent question : cours d'eau rectifiés, lotissements sans réelle identité, bocages, entrées et sorties de villes indigents, patrimoines hérités, bastides, patrimoine sacré, ...

- Un territoire marqué par d'importantes différences de niveau, de 200 m environ à 1850 m (plaine/ Pic de l'Estibette).
- Trois types de grands reliefs : ligne de coteaux de la plaine du Lagoin, ligne de coteaux de l'entre deux Gaves et contreforts des Pyrénées. Perceptions différentes selon les reliefs.
- Des éléments importants :
Le Gave de Pau, qui évolue dans le temps (végétation, écosystème).
La saligue, élément majeur du Gave (crues, mouvements du Gave).
La faune et la flore : de nombreuses espèces menacées actuellement.
Problème de cohabitation entre zones habitées/zones naturelles, zones d'activités/zones de saligues.
- 6 entités paysagères :
 - Gave et Saligue
 - Vallée étroite
 - Plaine du Gave
 - Coteaux boisés du Lagoin
 - Coteaux ouest
 - Contreforts de l'Ouzoum.
- Les évolutions :
 - Forte emprise du maïs en plaine, mais sur les coteaux également. Paysages assez uniformes en plaine et beaucoup plus diversifiés sur les coteaux.
 - Disparition des prairies humides et du système agricole passé (polyculture).
- Point important : arrivée du réseau ferré qui a structuré le paysage, et qui est aujourd'hui un enjeu important.
- Activités : moulins, manufactures.
- Occupation humaine fortement liée à la valorisation des terres.
- Structure de la maison d'habitation :
 - Le Casau
 - Mixité : grange aussi importante que la maison, avec accès direct.
 - Structure des maisons de coteaux identique à celle des maisons de ville, mais pas de logique d'alignement.
 - Villas de caractère, en totale rupture avec l'héritage bâti. Continuité dans l'utilisation des matériaux malgré tout.
 - Problème des clôtures : très grande diversité (végétales ou maçonnées).
 - Grands éléments : galet du Gave, pierre taillée.
 - Plus de rénovations de granges que de maisons, car structures plus simples à réhabiliter.

Réflexions à mener par rapport à l'espace public :

- Programmer le développement urbain, ne pas subir les programmes, orienter l'aménagement (hauteurs, espaces publics de quartier, ...).
- Anticiper le découpage foncier.
- Recommandations sur petites unités (ardoise, tuile).
- Couleurs, clôtures, implantations.

Le Président remercie XALBAT ETCHEGOIN pour cette présentation complète. L'objectif est d'arrêter cette charte architecturale et paysagère en 2012, en lien avec les travaux du SCoT.

Les délégués communautaires peuvent disposer, à leur demande, de cette présentation du diagnostic de la charte architecturale et paysagère (CD ou version imprimée).

Examen des questions inscrites à l'ordre du jour

1° - Piscine Nayeo : tarifs au 01/07/2012

(Rapporteur : M. DUFAU)

Il est proposé de modifier et de compléter les grilles tarifaires de la Piscine Nayeo sur les points suivants :

- intégration des articles vente/boutique
- redevance d'utilisation de l'équipement pour les leçons particulières délivrées par les maîtres-nageurs, dans le cadre de conventions individuelles avec la CCPN : 3 €.

Par ailleurs, il est précisé que, pour le tarif de l'école de natation (185 €/an), les usagers auront la possibilité d'un paiement en 3 fois, dans le cadre de la régie de recettes en place.

Les grilles tarifaires actualisées prendront effet au 1^{er} juillet 2012.

M. DUFAU précise que les leçons particulières sont délivrées par les maîtres-nageurs en dehors de leurs heures de travail et pendant les heures d'ouverture de la piscine.

(Adoption à l'unanimité).

2° - Association des commerçants de Nay (« Nay la Dynamique ») : demande de subvention/Foire du Béret

(Rapporteur : J. SAINT-JOSSE)

L'Association des commerçants de Nay a présenté, lors de la Commission développement économique du 2 février 2012, son projet de « Foire du béret ».

Cette manifestation, qui se déroulera les 29 et 30 septembre 2012 à Nay et qui aura lieu chaque année, a pour but de faire connaître les savoirs-locaux, ainsi que les traditions béarnaises.

L'association propose d'organiser une foire commerciale et agricole de 900 mètres linéaires faisant la part belle aux productions locales et aux démonstrations de savoir-locaux et ancien.

La Commission développement économique-emploi a donné un avis favorable au subventionnement de cette manifestation et une enveloppe de 5 000 € a été budgétisée pour l'année 2012.

En conséquence, il est proposé de verser la subvention de 5 000 € à l'association.

J. SAINT-JOSSE ajoute que le Conseil général et le Conseil régional subventionnent cette association à hauteur, chacun, de 8 000 €.

J. MERINO s'étonne du montant de la subvention attribué par la CCPN, puisque le Conseil municipal de Nay a voté, de son côté, l'attribution d'une subvention de 4 000 €. Une somme de 2 000 € a déjà été versée.

G. CHABROUT précise que la subvention versée par la commune est plafonnée à 4 000 €. Il signale par ailleurs que cette manifestation entraîne des coûts très importants pour la commune : mise à disposition des agents des services techniques pour le week-end, sono, barrières, ...

J. MERINO rappelle que cette manifestation est une activité purement nayaise. Il demande que le montant de la subvention soit ramené à 4 000 €, afin de s'aligner sur la subvention versée par Nay.

Le Président estime qu'il s'agit de faire connaître les savoir-faire locaux du territoire, et pas seulement de Nay.

G. CHABROUT met l'accent sur le caractère malgré tout intercommunal de l'opération, puisque la fabrication des bérets se fait à Baudreix, seul le musée se trouve à Nay. De même pour les sonnailles qui se trouvent à Bourdettes. Il est favorable à ce que cette manifestation se fasse, dans l'avenir, à une échelle plus importante, afin de valoriser l'ensemble du territoire.

(Adoption à la majorité – 1 voix contre).

3°- Mise en place d'activités d'été/jeunes - Participation de la CCPN

(Rapporteur : M. DUFAU)

Il est prévu au budget 2012 de la Communauté de communes une enveloppe destinée à la mise en place d'activités pour les jeunes, ainsi qu'une enveloppe destinée aux formations BAFA-BAFD des jeunes du territoire (13 250 €).

La Commission Culture Jeunesse et Sports a examiné le 6/02/2012 le principe et les modalités d'une aide accordée, dans un premier temps, à deux associations, qui proposent, pour l'été 2012, des activités pour les enfants et jeunes de 12 à 17 ans : l'Association Evasion Pyrénéenne de Baudreix "Passport Activités Jeunes", et l'Association Les Gais Montagnards d'Asson « Séjour Multi-Activités en Montagne ».

La Commission Culture Jeunesse et Sports a examiné le 31/05/2012 le principe et les modalités d'une participation qui pourrait être versée à la Commune de Coarraze pour un séjour Surf à Hendaye organisé par la Maison de l'Ado (du 20 au 23 août) et ouvert aux jeunes des 24 communes.

La Commune de Coarraze accordant une aide aux jeunes Coarraziens, la Communauté de communes accorderait une aide à des jeunes extérieurs afin qu'ils bénéficient du même tarif, soit 105 euros.

En conséquence, il est proposé de verser à la Commune de Coarraze une participation de 2 500 €, qui serait payée dans un 1^{er} temps à hauteur de 50%, le solde étant versé sur présentation du bilan de l'action réalisée, réajusté en fonction du nombre de participants.

Les crédits correspondants sont inscrits au Budget général 2012, chapitre 65.

M. CAMBORDE fait observer que la Maison de l'Ado a déjà planifié cette activité et s'interroge sur l'organisation à prévoir (accompagnement, transport) en cas de demandes supplémentaires, **M. DUFAU** précise que les inscriptions ne seront prises que dans la limite des places disponibles.

(Adoption à l'unanimité).

4°- Déchetterie d'Asson – convention de co-maîtrise d'ouvrage CCPN/Département

(Rapporteur : J. ARRIUBERGE)

Le Département assure la réalisation d'un tourne-à-gauche sur la RD 35 pour l'accès à la déchetterie d'Asson.

La Communauté de communes du Pays de Nay souhaite réaliser en même temps sur la partie communale des travaux pour la réalisation de chaussée, de trottoirs, de bordures et de caniveaux ainsi que des travaux d'assainissement pluvial.

Un projet de convention de co-maitrise d'ouvrage entre le Département et la CCPN a été élaboré pour définir les modalités techniques et financières de cette opération.

Le coût financier de l'opération serait le suivant :

- Département : 74 559 € TTC
- CCPN : 28 033 € TTC.

J. ARRIUBERGE rappelle que l'inauguration de la déchetterie aura lieu le samedi 23 juin à 10 heures et invite chacun à y participer. Il remercie le maire d'Igon d'avoir bien voulu mettre à disposition la salle des fêtes, pour l'organisation du buffet. La déchetterie sera ouverte au public à partir du 2 juillet, tous les après-midis de la semaine et le samedi toute la journée.

A la demande de **M. MERINO, J. ARRIUBERGE** communique la liste des villages pouvant y accéder : Montaut, Igon, Lestelle-Betharram, Asson, Arthez d'Asson, Bruges-Capbis-Mifaget et Nay.

(Adoption à l'unanimité).

5°- Convention d'accès à la déchetterie d'Asson pour les communes d'Arbéost et de Ferrières

(Rapporteur : J. ARRIUBERGE)

Le Sirtom de la Vallée d'Argelès-Gazost a sollicité la Communauté de communes du Pays de Nay pour permettre à deux de ses communes, Arbéost et Ferrières, d'accéder à la déchetterie d'Asson dont l'ouverture est prévue très prochainement.

Il convient à ce titre de passer une convention qui fixe les engagements de chaque partie et les modalités de paiement.

(Adoption à l'unanimité).

6°- Règlement intérieur des déchetteries et site à gravats

(Rapporteur : J. ARRIUBERGE)

Suite au renouvellement du marché des déchetteries et à l'ouverture d'un nouveau site à Asson, il convient de modifier et compléter l'actuel règlement intérieur des déchetteries et site à gravats.

Le Président ajoute que ce règlement sera adressé à chaque commune et sera également mis en ligne sur le site Internet de la Communauté de communes.

J.L. POUHEY rappelle que les pièces annexes ne sont pas jointes en totalité à l'envoi des dossiers du Conseil, dans un souci de limitation des impressions trop lourdes, notamment pour certains rapports. Il est toutefois possible de venir les consulter sur place, comme indiqué sur la convocation, ainsi qu'en séance. Il précise en outre que le futur site Internet comprendra une zone adhérents dans laquelle pourront être aisément consultés les documents.

(Adoption à l'unanimité).

7°- Collecte des déchets ménagers et assimilés - A pprobation du nouveau règlement de collecte

(Rapporteur : J. ARRIUBERGE)

L'objet de cette délibération est de compléter le règlement de collecte des déchets ménagers et assimilés :

- suite à la mise en place, début avril 2012, d'une nouvelle collecte des cartons à l'attention des professionnels ;
- au niveau de l'article 3 relatif à l'exercice des pouvoirs de police.

J. MERINO souhaite savoir si la gratuité de cette collecte pour les professionnels sera reconduite en 2013. **J. ARRIUBERGE** rappelle que cette opération a un coût pour la Communauté de communes. Il indique qu'un bilan sera réalisé en fin d'année 2012 et qu'une participation financière des commerçants pourrait être envisagée.

J. ARRIUBERGE précise par ailleurs que dorénavant, un ramassage supplémentaire par semaine pour les points de regroupement aura lieu à Nay : au total, trois ramassages pour les ordures ménagères et deux ramassages pour le tri sélectif.

(Adoption à l'unanimité).

8°- Convention CCPN/Asson – Poteau d'incendie déchetterie

(Rapporteur : J. ARRIUBERGE)

Dans le cadre de la construction de la déchetterie d'Asson, la pose d'un poteau incendie en pied de talus a été rendue obligatoire pour l'obtention du permis de construire.

Les travaux ont été réalisés par la société CISE TP en février 2012 pour un montant de 5 458,54 € TTC.

Cette dépense a été payée par la Commune d'Asson.

Compte tenu du caractère communautaire de cet ouvrage et du service, il est proposé de rembourser cette somme à la Commune d'Asson, en prenant totalement en charge le coût de l'installation du poteau incendie.

P. LAVIGNE DU CADET s'interroge sur la prise en charge de l'entretien du poteau. Il lui est répondu que ceci est de compétence communale.

(Adoption à l'unanimité).

9°- Collecte des films agricoles usagés (F.A.U.) - Convention avec la CC GAVE ET COTEAUX pour l'accès aux déchetteries de Meillon et de BOSDARROS

(Rapporteur : J. ARRIUBERGE)

La déchetterie de Meillon, actuellement gérée par la Communauté de communes Gave et Coteaux (C.C.G.C), est spécialisée dans l'accueil des films agricoles usagés (FAU). Ces déchets sont ensuite transportés et traités par la Sté ADIVALOR.

La déchetterie de BOSDARROS accueille également certains F.A.U.

Des professionnels de notre territoire (maraîchers, horticulteurs, agriculteurs..), intéressés par cet exutoire, ont demandé la possibilité d'accéder également à ces deux sites.

A ce titre, une convention, qui définit les conditions techniques et financières, doit être signée avec la C.C.G.C.

Pour la déchetterie de Meillon, les F.A.U acceptés sont les suivants :

- Les films clairs épais (serres et grands tunnels classe A)
- Les films clairs minces de semi-forçage et solarisation (petits tunnels classe B)
- Les films de paillage (C1)
- Les films de maraichage hors sols (E2)
- Les films minces de couleur pour la paillage-maraichage (classe F1).

Pour la déchetterie de Bosdarros, les F.A.U acceptés sont les suivants :

- Les films épais de couleur pour l'ensilage et bâtiment d'élevage (D)
- Les films minces de couleur d'enrubannage (E1).

Ces F.A.U devront être apportés à la déchetterie de Meillon aux heures d'ouverture soit :

- Mardi de 9 h à 12 h
- Vendredi de 9 h à 12 h.

Ces F.A.U devront être apportés à la déchetterie de Bosdarros aux heures d'ouverture soit :

- Mercredi de 9 h à 13 h
- Samedi de 14 h à 18 h.

Compte tenu de l'investissement des loges (barrières métalliques) et du gardiennage, un forfait annuel de 1000 € sera payé par la C.C.P.N.

Il est précisé que les agriculteurs seront informés par courrier de ce service.

J. ROBERT faisant référence à certains agriculteurs de sa commune qui brûlent ces films, s'interroge sur l'existence d'un règlement agricole, Il est rappelé d'une part qu'il convient de se référer au règlement sanitaire départemental, et d'autre part que les agriculteurs de Baliros ont déjà accès à la déchetterie de Meillon.

(Adoption à l'unanimité).

10°- Opération de compostage individuel année 2012 - Commande de composteurs

(Rapporteur : J. ARRIUBERGE)

La Communauté de communes du Pays de Nay réalise pour la 4^{ème} année consécutive une opération de promotion du compostage individuel.

Pour pouvoir équiper les nouveaux foyers intéressés par l'achat d'un composteur, une commande supplémentaire, effectuée dans le cadre du marché groupé du SMTD, s'avère nécessaire.

Le budget prévisionnel prévu pour cette commande est de 5 000 € TTC.

(Adoption à l'unanimité).

11°- Mission Locale pour les jeunes - Acompte 2012

(Rapporteur : J. SAINT-JOSSE)

Dans l'attente de la signature d'une convention d'objectifs et de moyens, en cours de finalisation pour les années 2012-2014, avec la Mission Locale, projet de convention qui devrait aboutir en octobre 2012, il est proposé de verser un acompte sur subvention annuelle, d'un montant de 22 000 €.

(Adoption à l'unanimité).

12°- Projet de Maison de l'eau et de l'assainissement du Pays de Nay – Demande de subvention

(Rapporteur : J. ARRIUBERGE)

Afin de répondre aux besoins de locaux des syndicats d'eau potable et d'assainissement et dans un souci de mutualisation entre les syndicats et la Communauté de communes, il a été proposé de créer une structure spécifique pour pouvoir accueillir les agents composant la direction technique et administrative des syndicats et les services techniques de la Communauté de communes.

Le projet consiste à créer un ensemble de bureaux avec salle de réunion et zone d'information pour le public sur une surface habitable de 210 m².

Des crédits prévisionnels sont inscrits au Budget 2012 de la Communauté de communes. Le montant de l'opération est de 399 676 €HT.

Il est proposé d'approuver le plan de financement de cette opération ci-joint et de solliciter une subvention de l'Etat pour son financement.

(Adoption à l'unanimité).

13°- Règlement de service des structures multi-accueil - Facturation des temps de transmission

(Rapporteur : T. PANIAGUA)

Il est nécessaire de préciser aux familles, dans le règlement de service des structures multi-accueil Arlequin et Brin d'éveil, la nature des heures facturées. Le temps facturé est le temps de présence de l'enfant dans la structure. Ce temps inclut les temps de transmission parents / équipe (le matin à l'arrivée de l'enfant et le soir au moment du départ).

Les responsables des structures ont observé que certaines familles inscrivent sur la feuille d'émargement le temps de présence de leur enfant sans prise en compte des temps de transmission.

(Adoption à l'unanimité).

14°- Budget Principal 2012 – DM n°1

(Rapporteur : M. CASSOU)

Il est proposé de prendre une Décision budgétaire modificative n°1 du Budget principal 2012.

Cette décision modificative concerne plusieurs opérations :

- Opération 55 : extension du siège de la communauté de Communes et construction des locaux techniques : malgré plusieurs relances en 2010, une entreprise n'avait jamais envoyé le DGD concernant le marché dont elle était attributaire. Cette entreprise s'est manifestée courant avril 2012. Il convient donc de prévoir les crédits nécessaires au paiement des deux DGD (phase A et phase B) pour un montant de 37 150,00 €.
- Opération 49 : construction de deux structures multi-accueil de la petite enfance : la confection des enseignes des deux structures n'avait pas été prévue au budget. Des dépenses prévues en fonctionnement vont être payées en investissement (barrières extérieures 1400,00 €).

- Opération 47 : Piscine. Suite à la reprise en régie de la piscine Nayeo, tous les crédits ont été prévus sur le Budget Annexe créé à cet effet. Or, certaines dépenses avaient été mandatées avant la date de reprise en régie sur le Budget principal. Il convient donc de prévoir les crédits correspondants (85 733,00 €).

DEPENSES		RECETTES	
<u>Section Fonctionnement</u>			
CH022 c/022	- 127 583,00		
CH023 c/023	128 983,00		
CH011 c/60632	- 1 400,00		
<u>Section Investissement</u>		CH021 c/021	128 983,00
Op 47 fonction 413 c/2158	85 733,00		
Op 49 fonction 64 c/2158	6 100,00		
Op 55 fonction 01 c/2313	37 150,00		

(Adoption à l'unanimité).

15°- Foncier économique – avance budgétaire aux communes de Bénéjacq et Coarrazé

(Rapporteur : M. CASSOU)

Suite à la vente aux enchères du 7 janvier 2011, les Communes de Bénéjacq et Coarrazé ont fait valoir leur droit de préemption à la demande de la CCPN, pour les terrains respectivement cadastrés B769 (lot7), AA 125 (lot 5) et AA13, AB11 (lot 6), afin de vendre ses terrains à la CCPN pour l'accueil d'activités économiques (cf. délibération du 28 février 2011).

Depuis janvier et mars 2012, les communes portent financièrement l'opération. Cependant, suite à de multiples difficultés d'ordre administratif (difficulté de publication des actes), la vente entre la CCPN et les communes n'a toujours pas été finalisée.

A titre exceptionnel et dans la mesure où les Communes de Bénéjacq et Coarrazé ont consigné les fonds depuis plusieurs mois, le Président propose de procéder à une avance budgétaire.

Le montant proposé pour cette avance est le suivant :

- Commune de Bénéjacq : 141 985,00 €
(cent quarante et un mille neuf cent quatre vingt cinq euros)

- Commune de Coarraze : 333 092,00 euros
(trois cent trente trois mille quatre vingt douze euros).

Ce montant représente le prix d'acquisition augmenté des divers frais occasionnés par cette procédure. Pour chaque commune, le montant de l'avance fait l'objet d'un état annexé à la présente délibération (annexe 1 : avance Commune de Bénéjacq, annexe 2 : avance Commune de Coarraze). Les communes s'engagent à présenter les justificatifs correspondant aux frais engagés.

L'avance sera versée par la Communauté de communes lorsque les communes auront pris une délibération concordante à la présente délibération.

L'avance sera régularisée lorsque les actes de vente entre la Communauté de communes et les Communes seront passés. Il sera alors procédé au bilan des opérations. La Communauté de Communes procédera alors au versement du solde dû aux communes.

Dans le cas où la procédure n'aboutirait pas et quel qu'en soit le motif, les Communes de Bénéjacq et de Coarraze s'engagent à rembourser cette avance à la Communauté de communes.

J. SAINT-JOSSE précise qu'une réunion a eu lieu avec le nouveau percepteur sur ce dossier, la passation des actes juridiques prenant beaucoup de temps. L'accord a ensuite pu être donné pour que la CCPN puisse procéder au versement des fonds aux communes.

Le Président salue une réelle volonté des deux communes sans laquelle rien n'aurait été possible.

J. SAINT-JOSSE ajoute qu'à ce jour, plusieurs entreprises ont déjà souhaité s'implanter sur ces terrains.

(Adoption à l'unanimité).

16°- Budget 319 – ZAE de Coarraze – DM1

(Rapporteur : M. CASSOU)

Pour réaliser l'avance budgétaire à la Commune de Coarraze dans le cadre des acquisitions de foncier à vocation économique, il est proposé de prendre la décision modificative suivante :

DEPENSES		RECETTES	
<u>Section Fonctionnement</u>			
CH011 C/6015	- 333 092,00		
CH023 C/023	+ 333 092,00		
<u>Section Investissement</u>			
CH27 C/276341	+ 333 092,00	CH021 C/021	+ 333 092,00

(Adoption à l'unanimité).

17°- Budget 318 – Extension PAE Monplaisir – DM1

(Rapporteur : M. CASSOU)

Pour réaliser l'avance budgétaire à la Commune de Bénéjacq dans le cadre des acquisitions de foncier à vocation économique, il est proposé de prendre la décision modificative suivante :

DEPENSES		RECETTES	
<u>Section Fonctionnement</u>			
CH011 C/6015	- 142 069,00		
CH023 C/023	+ 142 069,00		
<u>Section Investissement</u>			
CH27 C/276341	+ 142 069,00	CH021 C/021	+ 142 069,00

(Adoption à l'unanimité).

18°- SPANC – remboursement des charges supportées par le budget principal

(Rapporteur : M. le Président)

Le SPANC est un service public industriel et commercial. Ceci signifie que le service doit être équilibré en dépenses et en recettes et que son budget doit retracer l'ensemble des charges correspondantes.

Au démarrage, le service a reçu une subvention du budget principal d'un montant de 50 000,00 euros, non remboursée à ce jour. Cette subvention était destinée à couvrir les charges avant que le service génère des recettes.

De plus, l'ensemble des charges relatives au SPANC n'est pas actuellement supporté par le budget annexe. En effet, une partie des dépenses est mandatée sur le budget principal. Il convient donc de réintégrer ces charges au budget annexe.

Ces charges se composent de frais généraux (eau, électricité, gaz, téléphone, internet, maintenance et location des copieurs, assurances locaux et véhicule, affranchissements) et de frais de personnel (accueil, comptabilité et paie pour 5 % du coût de ces postes, action sociale comprise).

De 2007 à fin 2011, les montants supportés par le budget principal s'élèvent à 27 702 € pour les frais généraux et 12 383 € pour les frais de personnel.

Il est donc proposé de procéder au remboursement de l'ensemble des charges du SPANC supportées par le budget principal.

Le remboursement sera effectué en 2012 pour la période 2007-2011 sur la base d'un état détaillé.

Le remboursement de 2012 sera effectué après l'arrêté des comptes de 2012, sur la base d'un état détaillé.

Le Président précise qu'une décision modificative est nécessaire pour procéder à ce remboursement.

(Adoption à l'unanimité).

19°- Budget SPANC 2012 – DM n°1

(Rapporteur : M. le Président)

Il est proposé de prendre une Décision budgétaire modificative n°1 au Budget annexe 2012 du SPANC afin de permettre le remboursement des charges supportées par le budget principal :

DEPENSES		RECETTES	
<u>Section Fonctionnement</u>			
CH 11 C/611 C/618 C/62871	+ 10 500,00 + 827,00 + 99 523,00	CH 70 7062 CH 74 7473	109 300,00 1 550,00
CH 022	+ 2 000,00		
<u>Section Investissement</u>		001	2 000,00

(Adoption à l'unanimité).

20°- Budget Office de tourisme communautaire 2012 – DM n°1

(Rapporteur : M. CASSOU)

Il est proposé de prendre une Décision budgétaire modificative n°1 au Budget annexe 2012 de l'Office de tourisme communautaire afin de régulariser une erreur d'écriture sur l'année 2011 :

DEPENSES		RECETTES	
<u>Section Fonctionnement</u>			
CH011 C/6238	- 85,00		
CH67 C/673	+ 85,00		
<u>Section Investissement</u>			

(Adoption à l'unanimité).

21° - Reprise en régie de la gestion de la Piscine Nayeo : correction de la délibération du 27/02/2012

(Rapporteur : M. CASSOU)

A la demande de M. le Trésorier Principal de Nay, il convient de procéder à une rectification d'erreur matérielle dans la délibération du 27 février 2012 relative à la reprise en régie de la gestion de la Piscine Nayeo.

En effet, la mention d'une reprise en régie directe « avec autonomie financière » est erronée, puisqu'il s'agit d'une reprise en régie directe sans autonomie financière du service, le service étant simplement suivi dans un budget annexe spécifique

(Adoption à l'unanimité).

22°- Mise en place des entretiens professionnels pour le personnel

(Rapporteur : M. CASSOU)

La loi du 3 août 2009 et le décret du 29 juin 2010 permettent aux collectivités qui le souhaitent, à titre expérimental et pendant 3 ans, de substituer à la notation un entretien professionnel.

Il est rappelé que la valeur professionnelle sert de base, notamment, pour le choix des fonctionnaires pouvant bénéficier d'un avancement ou d'une promotion interne.

La finalité générale de l'entretien professionnel est d'apprécier la valeur professionnelle de l'agent, au regard de critères définis préalablement définis.

L'entretien professionnel est conduit chaque année par le supérieur hiérarchique direct de l'agent. Il porte principalement sur :

- les résultats professionnels obtenus et la détermination des objectifs pour l'année à venir
- la manière de servir de l'agent
- les acquis de l'expérience professionnelle
- les besoins de formation de l'agent
- les perspectives d'évolution professionnelle en termes de carrière et de mobilité.

L'article 4 du décret du 29 juin 2010 prévoit que les critères à partir desquels la valeur professionnelle de l'agent est appréciée, au terme de cet entretien, sont fonction de la nature des tâches confiées et du niveau de responsabilité assumée. Ces critères, fixés après avis du Comité technique paritaire, portent notamment sur :

- l'efficacité dans l'emploi et la réalisation des objectifs
- les compétences professionnelles et techniques
- les qualités relationnelles
- la capacité d'encadrement ou, le cas échéant, à exercer des fonctions d'un niveau supérieur.

Les modalités précises d'organisation de l'entretien professionnel sont encadrées par le décret (délais de convocation, fiche de poste, compte rendu, notification, révision...).

Il est donc proposé d'instaurer les entretiens professionnels à partir de l'année 2012 pour l'ensemble des agents de la CCPN, fonctionnaires et agents non titulaires dont le contrat est égal ou supérieur à un an.

Le CTP intercommunal, dont relève la CCPN, a donné un avis favorable sur les critères de valeur professionnelle indiqués ci-dessus.

J.L. POUÉY précise que ces entretiens professionnels ont été mis en place au sein des services de la Communauté de communes depuis déjà trois ans, sans que l'on puisse cependant, jusqu'à présent, leur attribuer une valeur formelle. **A. VIGNAU** indique les pratiquer au sein de la commune de Beuste et se dit très satisfait de ce système, qui permet des ajustements éventuels (formations par exemple). Les communes d'Asson, d'Igon et de Baudreix ont également mis en place ces entretiens.

(Adoption à l'unanimité).

23°- Délibération cadre/stagiaires

(Rapporteur : M. le Président)

Par circulaire du 4 novembre 2009, le Ministère de l'Intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales sensibilise les collectivités et leurs établissements publics à l'accueil des étudiants de l'enseignement supérieur en stage, en référence aux règles et principes applicables dans les entreprises et au sein de la fonction publique de l'Etat.

Depuis quelques années déjà, la Communauté de communes du Pays de Nay accueille régulièrement des stagiaires dans le cadre de leur cursus universitaire afin de leur permettre de se familiariser avec la vie professionnelle et d'acquérir une expérience pratique venant en complément de leur formation. Une convention signée entre l'établissement d'enseignement, le stagiaire et la CCPN permet alors de définir, notamment, les objectifs et les finalités du stage, les dates, la durée hebdomadaire, les conditions d'accueil et d'encadrement, ainsi que le montant de la gratification si l'étudiant peut y prétendre.

Le décret n°2009-885 du 21 juillet 2009 fixe la gratification des stagiaires dans la fonction publique à 12,5 % du plafond de la Sécurité sociale (soit environ 30 % du SMIC), pour les stages durant au moins deux mois (40 jours de présence effective).

Afin d'éviter au Conseil communautaire de délibérer à l'occasion de chaque stage, il est proposé de prendre une délibération cadre autorisant le Président à verser une gratification au stagiaire dès lors que le stage a une durée de deux mois, et de l'autoriser à signer tous documents nécessaires.

(Adoption à l'unanimité).

24°- Tableau des effectifs

(Rapporteur : M. le Président)

Il est proposé de compléter le tableau des effectifs de la Communauté de communes du Pays de Nay (CCPN), afin de prendre en compte la création d'un emploi d'ingénieur.

Cet emploi d'ingénieur correspondrait à la mutation, à la CCPN, de l'ingénieur actuellement employé par le Syndicat d'assainissement de la Plaine de Nay (SAPAN) et mutualisé entre la Communauté de communes et les SIVU.

L'ingénieur du SAPAN, outre les services Eau et Assainissement, qui, à terme, relèveront directement des compétences de la CCPN (cf. projet de SDCI), assure en effet une direction technique mutualisée pour la Communauté de communes du Pays de Nay (CCPN) et les SIVU.

A ce titre, il remplit plus précisément, pour le compte de la CCPN, les missions suivantes :

- suivi des bâtiments et du patrimoine communautaires (siège CCPN, Office de Tourisme, Structures Petite Enfance, Piscine, zones d'activités, voirie communautaire, parc véhicules...)
- suivi du SPANC (compétence communautaire)
- suivi de l'exploitation technique de la Piscine Nayeo, reprise en régie directe le 1/04/2012
- suivi du projet de chaudière-bois de la Piscine Nayeo

- référent urbanisme et réseaux pour le SCoT du Pays de Nay
- suivi du projet de SIG (compétence communautaire)
- suivi Hygiène et Sécurité et ACMO pour tous les services.

Cette mutation permettra également de mieux prendre en compte les possibilités d'avancement de grade et de carrière de cet agent. La création de l'emploi d'ingénieur principal est donc également proposée au tableau.

Les conventions de mises à disposition entre la CCPN et les SIVU seront actualisées en conséquence.

(Adoption à l'unanimité).

25°- Désignation de délégués au sein des commissions de la CCPN

(Rapporteur : M. le Président)

Le Conseil municipal de Nay a pris une délibération dans sa séance du 30 mai 2012, pour désigner M. Guy CHABROUT en qualité de membre de la Commission « Développement économique-emploi » en remplacement de M. Bertrand BAHIN, suite à sa démission de ladite commission.

Par ailleurs, il convient également de prendre note de la désignation de M. Daniel BONNASSIOLLE, délégué communautaire suppléant, au sein de la Commission « Culture jeunesse et sport ».

(Adoption à l'unanimité).

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 23 H 15.